

Belgium-Brussels: Telecommunications services

OJ S 142/2022 26/07/2022

Contract award notice

Services

Legal Basis:

Directive 2014/24/EU

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Direction Générale Centre de Crise

National registration number: 0308.356.862_22487

Postal address: Rue Ducale 53

Town: BRUXELLES

NUTS code: BE100 Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad

Postal code: 1000

Country: Belgium

Contact person: Koen De Budt

E-mail: koen.debudt@nccn.fgov.be**Internet address(es):**Main address: www.be-alert.beAddress of the buyer profile: <https://enot.publicprocurement.be/enot-war/preViewNotice.do?noticeId=453348>**I.2. Information about joint procurement**

The contract is awarded by a central purchasing body

I.4. Type of the contracting authority

Ministry or any other national or federal authority, including their regional or local subdivisions

I.5. Main activity

Public order and safety

Section II: Object

II.1. Scope of the procurement**II.1.1. Title**

PROCÉDURE CONCURRENTIELLE AVEC NÉGOCIATION POUR UN SYSTÈME D'ALERTE ET D'INFORMATION A LA POPULATION (SAIP)

Reference number: ADCC- IBZ/NCCN/AL/2022/BE-ALERT/001-F03_0

II.1.2. Main CPV code

64200000 Telecommunications services

II.1.3. Type of contract

Services

II.1.4. Short description

Le présent marché porte sur la mise à disposition des autorités fédérales belges en charge de la gestion de crise, d'un Système d'Alerte et d'Information à la Population (SAIP), à la fois efficient, performant, intégré et évolutif. Ce projet est dénommé au sein du SPF Intérieur, sous le vocable « BE-ALERT ». Par l'utilisation de plusieurs canaux de communication combinés, le système BE-ALERT permettra aux Bourgmestres, Gouverneurs et Ministre de l'Intérieur d'avertir de manière sûre, rapide et efficace la population directement concernée par une situation d'urgence.

II.1.6. Information about lots

This contract is divided into lots: no

II.1.7. Total value of the procurement

Value excluding VAT: 1 685 973,56 EUR

II.2. Description

II.2.2. Additional CPV code(s)

48000000 Software package and information systems, 72000000 IT services: consulting, software development, Internet and support

II.2.3. Place of performance

NUTS code: BE Belgique / België

II.2.4. Description of the procurement

Le présent marché porte sur la mise à disposition des autorités fédérales belges en charge de la gestion de crise, d'un Système d'Alerte et d'Information à la Population (SAIP), à la fois efficient, performant, intégré et évolutif. Ce projet est dénommé au sein du SPF Intérieur, sous le vocable « BE-ALERT ».

Par l'utilisation de plusieurs canaux de communication combinés, le système BE-ALERT permettra aux Bourgmestres, Gouverneurs et Ministre de l'Intérieur d'avertir de manière sûre, rapide et efficace la population directement concernée par une situation d'urgence.

La mise en place de cette solution sera justifiée par chaque circonstance dans le cadre de l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national. Les autorités pourront toutefois diffuser d'autres types de messages (messages d'intérêt général) selon les conditions décrites dans le présent cahier spécial des charges.

Une centrale de marchés est constituée, le pouvoir organisateur jouant le rôle de pilote pour différentes autorités partenaires non-pilotes, tels que :

- les autres administrations fédérales et services de l'Etat ;
- les administrations dépendant d'autres niveaux que le niveau fédéral ;
- la Chambre et le Sénat, la Cour des Comptes ;
- la Cour Constitutionnelle, le Conseil d'Etat ;
- les corps spéciaux de l'Etat ;
- le service de police intégré, structuré à deux niveaux ;
- les personnes morales de droit public fédérales.

Par « personne de droit public fédérale » au sens du présent texte, on entend toute personne morale créée pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère essentiellement autre qu'industriel ou commercial dont:

- soit l'activité est financée majoritairement par l'Etat fédéral ou d'autres personnes morales de droit public fédérales ;

- soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers ;
- soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par l'Etat fédéral ou d'autres personnes morales de droit public fédérales.

La procédure choisie est celle de la procédure concurrentielle avec négociation. Le Centre de Crise National fonctionne comme pouvoir adjudicateur dirigeant de la centrale d'achat pour les différents pouvoirs non dirigeants précités.

La solution devra offrir de manière transparente et entièrement intégrée une application de gestion d'alertes et la connectivité avec les différents canaux de communication liée à cette application. La solution doit fournir à ses utilisateurs un accès sécurisé par l'utilisation d'un ordinateur non dédié, équipé d'un navigateur et d'une connexion internet.

Le mode de mise à disposition est du type «Software-as-a-Service (S-a-a-S)», garanti par un contrat de services. Le client peut bénéficier de services applicatifs modulables à ses besoins sans se soucier du détail technique fonctionnel.

Il s'agit d'un marché à bordereau de prix (arrêté royal du 18 avril 2017, art. 2,4°).

Toutes les options présentées dans l'offre du soumissionnaire devront être assorties d'une proposition de prix y afférant. Ces options obligatoires sont reprises dans la partie IV.

Inventaire.

Les options obligatoires (prestations supplémentaires) prévues dans le présent cahier spécial des charges seront présentées par le soumissionnaire, sous peine d'irrégularité de son offre. Ces options obligatoires entrent en ligne de compte pour l'évaluation comparative des offres. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas commander ces options.

Lorsqu'un service demandé en option obligatoire est prévu d'origine sur le service standard, le soumissionnaire le mentionnera explicitement dans son offre. Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas commander cette option, cela ne pourra pas occasionner un surcoût.

L'offre peut être déclarée irrégulière si l'identification de(s) option(s) obligatoire(s) n'est pas conforme à celle décrite aux options reprises dans le tableau d'inventaire qui figure dans la partie IV. Inventaire.

Pour la passation du marché public, le pouvoir adjudicateur choisira la procédure concurrentielle avec négociation.

Ce marché comporte un seul lot afin de garantir une collaboration efficace entre les différentes fonctionnalités dans leur ensemble qui soit la plus optimale et efficiente possible, d'apporter la meilleure fourniture possible d'un service « end#to#end » qualitatif et d'assurer l'uniformité entre les différents niveaux d'utilisateurs et types d'utilisation.

II.2.5. Award criteria

Quality criterion - Name: Qualité et richesse des fonctionnalités de la solution / Weighting: 20

Quality criterion - Name: Qualité et richesse de support offerts par le soumissionnaire / Weighting: 15

Quality criterion - Name: Qualité ergonomique de l'interface / Weighting: 10

Quality criterion - Name: Qualité de l'architecture proposée par le soumissionnaire / Weighting: 5

Price - Weighting: 50

II.2.11. Information about options

Options: yes

Description of options:

data enrichment

Google Public Alerts

Extensions intégrations LB-SMS

cell broadcast
Galileo
Intégration d'autres applications IP
Extension de l'intégration de base avec le portail de sécurité
Paging

II.2.13. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

II.2.14. Additional information

Section IV: Procedure

IV.1. Description

IV.1.1. Type of procedure

Competitive procedure with negotiation

IV.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

IV.1.8. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

IV.2. Administrative information

IV.2.1. Previous publication concerning this procedure

Notice number in the OJ S: [2021/S 214-563633](#)

IV.2.8. Information about termination of dynamic purchasing system

IV.2.9. Information about termination of call for competition in the form of a prior information notice

Section V: Award of contract

A contract/lot is awarded: yes

V.2. Award of contract

V.2.1. Date of conclusion of the contract

20/07/2022

V.2.2. Information about tenders

Number of tenders received: 6

The contract has been awarded to a group of economic operators: no

V.2.3. Name and address of the contractor

Official name: TELENET BV

Town: Malines

NUTS code: BE212 Arr. Mechelen

Postal code: 2800

Country: Belgium

The contractor is an SME: no

V.2.4. Information on value of the contract/lot

Total value of the contract/lot: 1 685 973,56 EUR

V.2.5. Information about subcontracting**Section VI: Complementary information**

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

E-mail: info@raadvanstate.be

Internet address: <https://www.raadvst-consetat.be>

VI.4.2. Body responsible for mediation procedures

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

E-mail: info@raadvanstate.be

Internet address: <https://www.raadvst-consetat.be>

VI.4.4. Service from which information about the review procedure may be obtained

Official name: Conseil d'Etat

Postal address: rue de la Science 33

Town: Bruxelles

Postal code: 1040

Country: Belgium

E-mail: info@raadvanstate.be

Internet address: <https://www.raadvst-consetat.be>

VI.5. Date of dispatch of this notice

21/07/2022